



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique

Installations classées pour la protection de
l'environnement

commune de FESCAMPS

Société FIRST NEGOCE

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 25 AVR. 2014

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1er août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2013 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les visites de l'inspecteur de l'environnement en date des 10 février et 31 mars 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2014, transmis à l'exploitant par courrier du 8 avril 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'inventaire des produits et déchets présents sur le site établi par l'inspection des installations classées ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'ordonnance du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement introduit de nouvelles dispositions administratives et pénales en terme de contrôle des installations classées ;

Considérant que le jour de la visite sur le site le 31 mars 2014, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a recensé sur le site :

- 1 palette de 20 sacs de 25kg de paraformaldéhyde classé toxique, les sacs étant éventrés et donc considérés comme des déchets, soit 0,5t,
- 4 fûts de 200L endommagés de « shampooing maxi brillance » classé Xi (irritant) et quelques bidons de 30L éventrés, soit 0,5t
- 1 fût de 200L fortement rouillé contenant du trichloroéthylène étiqueté Toxique, soit 0,2t
- 1 fût de 200L en métal rouillé comportant l'étiquetage R50 (dangereux pour l'environnement), soit 0,2t
- 2 fûts de 200L en mauvais état contenant du « Deter Hydro H » classé corrosif (contenant de l'hydroxyde de sodium) ;

Considérant que la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement classe sous le régime de l'autorisation toute Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuse ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793 dont le volume est supérieur ou égal à 1 tonne (rubrique 2718) ;

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 31 mars 2014 - relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2718 et que cette installation est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

Considérant que le jour de la visite sur le site le 31 mars 2014, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a recensé sur le site 3 containers d'1 m³ étiquetés toxiques ;

Considérant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement classe sous le régime de la déclaration tout stockage de substances et préparations liquides dont le volume est supérieur ou égal à 1 tonne mais inférieur à 10 tonnes (rubrique 1131) ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SARL FIRST NEGOCE de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que les constats initiaux réalisés lors de l'inspection du 10 février 2014 ont été complétés par les constats nouveaux de l'inspection du 31 mars 2014 ;

Considérant que dès lors que le site ne relève donc plus du régime de la déclaration mais de celui de l'autorisation et donc que l'arrêté de mise en demeure du 10 mars 2014 n'a plus lieu d'être ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 10 mars 2014 à l'encontre de la société SARL FIRST NEGOCE est abrogé.

ARTICLE 2

La société SARL FIRST NEGOCE dont le siège social est situé 10 rue Borel 93140 BONDY est mise en demeure dans un délai de trois mois, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FESCAMPES (80 500) :

- soit de régulariser sa situation administrative, en déposant un dossier de d'autorisation auprès des services de la préfecture
- soit de cesser ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIRST NEGOCE et dont une copie sera adressée au maire de FESCAMPES.

Amiens, le 25 AVR. 2014
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Jean-Charles GERAY